

# **Pakistan : Dieu nous protégera-t-il du Covid-19 ?**

mercredi 1er avril 2020, par [ABI-HABIB Maria](#), [MEHSUD Ihsanullah Tipu](#), [UR-REHMAN Zia](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mars 2020).

**Les médecins refusent de se présenter au travail. Les religieux refusent de fermer leurs mosquées. Et malgré l'ordre de rester à la maison, les enfants continuent de parcourir les rues du Pakistan pour jouer au cricket, leurs parents ne voulant pas les mettre en quarantaine dans des maisons surpeuplées.**

Le Pakistan est confronté à son plus grand défi de tous les temps : comment mobiliser son Etat brisé alors que le nombre de cas de coronavirus se propage rapidement dans le cinquième pays le plus peuplé du monde.

Plus que jamais, l'épidémie met en évidence les faiblesses du gouvernement et les tensions entre celui-ci et la puissante armée du pays. Beaucoup au sein de l'establishment clérical du pays ont refusé d'aider, rejetant les appels à limiter les rassemblements de mosquées et réunissant au moins 150 000 religieux du monde entier ce mois-ci dans une réunion religieuse qui a contribué à propager le virus.

Jeudi après-midi, le nombre de cas au Pakistan était passé à 1 098, contre environ 250 la semaine dernière. Huit décès ont été signalés. Mais beaucoup craignent que les chiffres réels soient beaucoup plus élevés en raison d'un manque de tests et, dans certains cas, d'informations supprimées.

Déjà, le Pakistan avait du mal à fournir de l'électricité, de l'eau et des soins de santé adéquats à ses 220 millions d'habitants. Des maladies qui ont été contrôlées ailleurs, comme la rage et la polio, persistent encore ici.

Ces dernières semaines, alors que la marche du coronavirus à travers le monde s'intensifiait, le Premier ministre Imran Khan a minimisé ses dangers. Les autorités pakistanaises se sont vantées que le pays était exempt de virus, mais rien n'a été fait pour mettre en place des tests n'importe où.

Khan a rejeté les appels des travailleurs de la santé et des autorités provinciales à imposer un verrouillage, affirmant que cela ruinerait l'économie. Au lieu de cela, il a exhorté les citoyens à pratiquer la distanciation sociale et a ordonné à tout le monde de retourner au travail, beaucoup retournant dans les usines étouffantes et exiguës qui sont l'épine dorsale de l'économie.

Enfin, les militaires sont intervenus dimanche et ont mis à l'écart M. Khan, travaillant avec les gouvernements provinciaux pour se déployer à travers le pays et imposer un verrouillage. Ils ont érigé un labyrinthe de postes de contrôle militaires dans des villes comme Karachi et envoyé des policiers armés de matraques pour disperser violemment la foule.

Mais l'action peut être trop tardive. Les médecins et les infirmières refusent de venir travailler, fatigués de la faible réponse initiale pour contenir la propagation du virus.

Et les religieux extrémistes qui chahutent ou marchent souvent contre le gouvernement civil, avec l'approbation tacite des militaires, refusent d'aider. Ils ont largement ignoré l'appel de M. Khan à limiter les rassemblements de prière du vendredi. Et même après que les militaires se soient déployés pour essayer d'imposer un verrouillage, plusieurs religieux ont fait des vidéos qui sont devenues virales ces derniers jours, exhortant les Pakistanais à revenir dans les mosquées pour adorer.

Éviter les mosquées le vendredi n'inviterait la colère de Dieu qu'à un moment où les gens ont besoin de sa miséricorde, ont averti les religieux.

« Nous ne pouvons pas ignorer les prières du vendredi en raison des craintes du coronavirus », a déclaré Shabbir Chand, un commerçant qui a assisté à un service emballé à Karachi, la plus grande ville du pays. « Au lieu de cela, nous devrions nous rassembler en plus grand nombre dans les mosquées pour prier Dieu de nous protéger de cette maladie mortelle. »

Un rassemblement de plus de 150 000 personnes a été organisé ce mois-ci à la périphérie de Lahore par Tablighi Jamaat, l'un des plus grands groupes de prosélytisme au monde. L'événement a finalement été annulé à la demande des fonctionnaires, mais les participants étaient déjà venus, dormant et mangeant dans des quartiers étroits.

Le rassemblement s'est avéré un point de transmission parfait, infectant un nombre indéterminé de Pakistanais, au moins deux citoyens kirghizes et deux Palestiniens qui sont rentrés chez eux et ont introduit le virus dans la bande de Gaza. Un rassemblement similaire de Tablighi Jamaat en Malaisie a infecté plus de 620 participants qui sont ensuite retournés dans une demi-douzaine de pays d'Asie du Sud-Est.

Dans la capitale du Pakistan, Islamabad, des médecins et des infirmières de l'Institut pakistanais des sciences médicales, connus sous le nom de PIMS, qui étaient chargés de dépister les patients atteints de coronavirus ont menacé de quitter le travail cette semaine si le gouvernement ne leur fournissait pas l'équipement de base comme des masques et des gants, qu'ils n'ont reçus que samedi.

Dans un cas à l'hôpital, des responsables gouvernementaux qui avaient testé une femme décédée après avoir montré des symptômes de la maladie du coronavirus, Covid-19, ont refusé de partager ses résultats de test avec des médecins et des infirmières et leur ont dit de ne pas en parler aux journalistes. , ils ont dit.

L'État a toujours été trop appauvri pour fournir des masques aux médecins et infirmières des urgences des hôpitaux publics, et ils ont toujours acheté les leurs. Mais les prix montent en flèche alors que les civils amassent tout ce qu'ils peuvent, forçant les médecins des urgences du PIMS à dépenser 70 \$ de leur salaire mensuel de 460 \$ en masques, selon certains.

Alors que beaucoup de ses collègues ont appelé des malades cette semaine, refusant de travailler alors que le virus se propage, un médecin a déclaré qu'il continuerait de se brosser les dents tous les jours.

« Nous n'avons pas d'autre moyen. Nous ne pouvons tout simplement pas y penser. Si nous ne le combattons pas, qui le fera ? » le docteur a dit, ajoutant que le moral était bas parmi ses collègues. « Nous nous disons donc : 'Notre profession est sanctifiée de Dieu. Dieu nous protégera.' Mais ce ne sont que des mots. »

Si le virus se propage beaucoup plus loin, tout le système de santé du Pakistan pourrait fondre. À Karachi, une ville portuaire d'environ 20 millions d'habitants, il n'y a que 600 lits dans les services

de soins intensifs. Il y a 1 700 ventilateurs à travers le pays et la semaine dernière, il n'y avait que 15 000 masques N95 pour les médecins et les infirmières, ont déclaré des responsables.

« Nous n'avons même pas de vaccins antirabiques. Comment pouvons-nous traiter avec des milliers de personnes qui viendront ici pour un traitement contre le coronavirus ? » a déclaré un médecin d'un hôpital public, qui s'est également plaint de ne pas avoir reçu d'équipement de protection. En tant qu'employé du gouvernement, le médecin n'a pas été autorisé à parler aux médias et a demandé l'anonymat pour exprimer ses préoccupations.

En février, il est devenu clair que le Pakistan était confronté à une importante épidémie de coronavirus, alors que la maladie a explosé en Iran, qui est rapidement devenu un épicode. Des milliers de Pakistanais visitent l'Iran chaque mois pour un travail ou un pèlerinage religieux, et les pays partagent une longue frontière.

Des responsables ont fermé la frontière, mais des centaines de Pakistanais ont réussi à rentrer de toute façon, soit en redirigeant à travers l'Afghanistan pour traverser la frontière, soit en soudoyant des gardes pour rentrer, ont déclaré des témoins et des responsables.

Afin d'empêcher des milliers d'autres de traverser illégalement, les autorités ont décidé de les mettre en quarantaine à Taftan, une ville frontalière. Mais les conditions étaient si mauvaises - exiguës et sales, avec le virus se propageant rapidement - que les gens qui y étaient détenus se sont révoltés, incendiant une partie du camp.

« Nous n'avons pas de nourriture appropriée, pas de dépistage de coronavirus sur quiconque », a expliqué Syed Haider Ali, un étudiant qui avait été mis en quarantaine à Taftan.

« Ce n'était pas une attaque contre le camp, mais une tentative de nous sauver du traitement similaire que nous recevions », a-t-il dit. « Nous avons appelé le gouvernement à nous traiter comme des humains, mais il est tombé dans l'oreille d'un sourd. »

Le gouvernement a maintenu quelque 4 600 personnes sous quarantaine pendant 14 jours à Taftan et a laissé la plupart partir sans avoir présenté de symptômes. Ils sont retournés dans leurs villages et villes à travers le Pakistan, où des dizaines se sont révélés infectés lors de tests effectués par des agents de santé locaux.

Maintenant, le gouvernement essaie de construire plus de centres de quarantaine, mais ils continuent d'être attaqués par des résidents qui vivent à proximité et ne veulent pas le risque d'une autre opération gouvernementale bâclée.

À Karachi, des postes de contrôle militaires ont été érigés tous les quelques centaines de mètres dans toute la ville et la police fait des rondes pour imposer un verrouillage, brandissant des matraques pour repousser les gens chez eux.

Mais dans les bidonvilles, une atmosphère de carnaval a éclaté dans les rues, avec des écoles fermées et des enfants jouant dans les ruelles étroites bordées d'égouts ouverts. Lors d'une récente visite de journalistes, la police a balayé le quartier, criant aux gens de rentrer à l'intérieur. Mais les résidents les ont ignorés et, en infériorité numérique, les officiers ont rapidement abandonné.

Janangir Baloch, qui vit avec des dizaines de membres de la famille dans un immeuble exigu de trois étages, a pointé du doigt les enfants jouant dans la rue en expliquant pourquoi les garder à la maison était une cause perdue.

« Dites-moi comment je peux observer une distanciation sociale lorsque je vis avec 40 autres

personnes », a déclaré M. Baloch. « Ça ne marchera pas. »

---

**P.-S.**

Source : INSAF, 27 mars 2020

Version française : Plateforme altermondialiste (Québec, Canada)